

# L'histoire du nationalisme flamand

Le nationalisme flamand est un phénomène relativement récent dans l'histoire de la Belgique. Il prit naissance comme un sous-produit de la politique belge dans la décennie qui suivit la première guerre mondiale et il évolua sous des formes disparates jusqu'à devenir un facteur qui allait déteindre sur l'ensemble de la société belge. Il fit pression sur la politique des partis et des gouvernements et, à partir de 1970, il influença de façon radicale trois réformes successives de la Constitution et de l'État. Il eut aussi une influence indirecte sur la naissance et le développement de la prise de conscience d'une identité wallonne.

Pour comprendre le nationalisme flamand, il faut d'abord évoquer ses origines qui remontent aux temps lointains de l'Ancien Régime.

La région que l'on appelle aujourd'hui la «Flandre» et qui couvre le nord de la Belgique, de la mer du Nord à la Meuse, formait au cours des siècles passés la partie néerlandophone des Pays-Bas méridionaux. Il ne s'agissait pas d'une entité étatique, mais d'un ensemble de principautés comme le duché de Brabant, le comté de Flandre et d'autres régions qui avaient pris forme à l'époque féodale. La Flandre jouxtait au nord la République des Pays-Bas protestante et au sud la partie francophone des Pays-Bas méridionaux, l'actuelle «Wallonie», composée elle aussi d'anciennes principautés féodales.

La place prédominante qu'occupait au XVIII<sup>e</sup> siècle la culture française dans toute l'Europe et notamment aux Plats Pays entraîna le déclin du statut social de la langue néerlandaise, ou plutôt des diverses variantes dialectales de cette langue. Le fait que la noblesse du pays, le haut clergé et la grande bourgeoisie parlaient français accentuait encore la cassure sociale entre les classes dominantes et le peuple, entre les riches et les pauvres, entre les gouvernements et les gouvernés.

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, un groupe d'intellectuels de pensée libérale fut à l'origine d'une première réaction à cette infériorisation de l'ancien «Dietsch» (thiois), comme s'appelait alors le néerlandais. Un juriste et politicien de pensée progressiste, l'avocat bruxellois Jan Baptist Verlooy (1746-1797) qui sympathisait avec les idéaux de la Révolution française et qui imputait le déclin culturel de son pays natal à l'abandon de l'usage de la langue néerlandaise au profit du français, publia en 1788 un retentissant essai intitulé: *Verhandeling op d'Onacht der moederlijke taal in de Nederlanden* (Traité sur la désaffection pour la langue

maternelle dans les Pays-Bas. Cet écrit deviendra plus tard l'un des textes de base du mouvement d'émancipation flamand.

Cependant, la situation ne s'améliorait pas pour autant. En octobre 1795, les Pays-Bas méridionaux - l'actuelle Belgique - tombèrent sous la domination de la France. La République, et ensuite l'Empire, menèrent dans la région néerlandophone une politique de francisation systématique qui allait durer vingt ans. Après la défaite de Napoléon à Waterloo en 1815, l'ensemble des Pays-Bas méridionaux fut incorporé dans l'«amalgame» du nouveau Royaume-Uni des Pays-Bas. À partir de 1819, le roi Guillaume I<sup>er</sup> promulgua plusieurs décrets qui, dans les domaines administratif et éducatif, tenaient consciemment compte de la nature néerlandaise du peuple flamand. Pourtant, cette politique «hollandaise» se heurta à une violente résistance. Les évêques catholiques étaient ennemis farouches du Nord calviniste. Les classes dirigeantes restaient fidèles à la langue française et s'opposaient à toutes les tentatives de néerlandisation.

Le pouvoir de la Maison d'Orange prit fin en 1830. Les séparatistes qui avaient obtenu la scission de la partie belge du reste du Royaume-Uni, appartenaient à la noblesse ou à la bourgeoisie francophones. Certains dirigeants importants venaient de Liège; d'autres étaient originaires de France. La Belgique indépendante devint un État administré exclusivement en français. Dans les provinces septentrionales (flamandes), seul l'instituteur de l'école primaire continuait à faire la classe dans la langue populaire. Partout ailleurs en Flandre, le français devint obligatoire: dans la fonction publique, les tribunaux, l'armée, l'enseignement secondaire, l'université, les entreprises et le commerce. La Cour royale et les autorités religieuses parlaient elles aussi uniquement le français.

Ville à majorité néerlandophone jusqu'en 1830, la capitale Bruxelles commença à se franciser rapidement sous l'influence de l'appareil administratif et de la pression sociale qu'exerçait la classe supérieure riche et puissante. Grâce à sa jeune et dynamique industrie de l'acier et du charbon, la Wallonie dominait économiquement la Flandre qui était encore en majeure partie rurale, pauvre, culturellement en retard et qui servait surtout de réservoir de main-d'œuvre bon marché.

## **Lutte culturelle**

Tout indiquait qu'après quelques années, ce régime belge aurait complètement éliminé le néerlandais comme langue parlée et comme langue culturelle. Cependant, une réaction se manifesta contre cette évolution fatale. Le Royaume-Uni des Pays-Bas avait vu grandir une génération de jeunes intellectuels flamands qui avaient fait des études secondaires et supérieures en néerlandais. Connaissant la valeur dont avait fait preuve autrefois la langue et la culture néerlandaises, ils militèrent en faveur du maintien et du rétablissement de la langue populaire. Constitué surtout d'enseignants, d'avocats, d'écrivains, de médecins et de membres du bas clergé, cette intelligentsia refusa de s'incliner devant la politique officielle de francisation. Une dizaine d'années seulement après la fondation de l'État belge, elle lança

une longue campagne qui entrerait dans l'histoire sous le nom de «Mouvement flamand» et qui changerait profondément la Belgique. Au début et pendant plusieurs décennies, il s'agissait d'un mouvement socioculturel basé sur la problématique de la langue. Les protagonistes - que leurs adversaires francophones et le peuple appelaient «flamingants», terme qu'ils ne tardèrent pas à reprendre eux-mêmes comme titre honorifique - voulaient remplacer la position monopolistique de la langue française par un régime de bilinguisme généralisé. Pour atteindre cet objectif, ils choisirent la voie législative, longue mais pacifique. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, grâce à des lois linguistiques qui avaient dû être extorquées contre une forte résistance parlementaire - de la part non seulement des Wallons mais aussi des Flamands francisés -, le monolinguisme fut remplacé dans certains secteurs de l'administration et de l'enseignement en Flandre par un bilinguisme limité.

Quant à la Wallonie, elle restait administrée exclusivement en français. Toute suggestion flamande pour introduire là aussi une forme de bilinguisme dans le gouvernement de façon à faire évoluer progressivement la Belgique tout entière vers un statut de pays bilingue - quelque peu comparable au Canada du XX<sup>e</sup> siècle - fut implacablement repoussée par les Wallons. La Belgique devint ainsi un pays constitué de deux régions unilingues (Flandre et Wallonie), d'une région bruxelloise bilingue et d'une petite région germanophone.

La néerlandisation de la Flandre souleva une grande colère en Wallonie. Suite aux lois linguistiques, les Wallons unilingues se virent coupés du marché de l'emploi flamand sur lequel, à partir de ce moment-là, la connaissance du néerlandais était devenue une nécessité. Dans une *Lettre au Roi* qui fit grand bruit, Jules Destrée, un homme politique wallon, protesta contre cette novation. Sire, écrivit-il, on nous a volé la Flandre!

### Radicalisation politique

Lorsqu'éclata la première guerre mondiale en 1914, il restait encore beaucoup à faire. La néerlandisation de l'Université d'État de Gand promise par le gouvernement était restée lettre morte. Dans l'administration, la magistrature, les entreprises et à la Cour, la seule langue autorisée était le français. Le fait que les officiers parlaient uniquement le français créa bientôt des problèmes sur les lignes de front. Les soldats flamands recevaient des ordres dans une langue qu'ils ne comprenaient pas, ce qui ne manqua d'entraîner des malentendus fatals. Dans les tranchées, les jeunes intellectuels flamands entrèrent en conflit avec les officiers francophones et avec l'état-major qui était soutenu sur ce plan par le roi Albert. Ils formèrent un *Frontbeweging* clandestin dans l'intention de militer énergiquement après la guerre pour l'égalité de droits des Flamands. Leur devise était explicite: «Voici notre sang, à quand notre droit?» Le mouvement linguistique socioculturel prit alors une tonalité politique radicale. C'était la première fois que retentissaient des propos résolument nationalistes. Les chefs du Mouvement frontiste parlaient d'autonomie pour la Flandre.

Une réaction similaire vit le jour dans le pays occupé. Certains Flamands optèrent pour la collaboration avec l'Allemagne dont ils espéraient qu'elle mènerait à terme la

néerlandisation de la fonction publique et celle de l'université de Gand. Lesdits «activistes» ne reculèrent pas devant la proclamation de l'indépendance étatique de la Flandre. Cependant, le gouvernement allemand ne les prit pas au sérieux et ils furent considérés comme traîtres à la patrie par la majorité de la population belge. Après la guerre, beaucoup furent condamnés par la justice belge et privés de leur gagne-pain. Certains choisirent l'exil volontaire et commencèrent une nouvelle vie aux Pays-Bas. D'autres s'enfuirent en Allemagne où ils adhèrent dans les années 30 à l'idéologie national-socialiste.

Le Mouvement flamand prit un tour décisif sur le front de l'*Yzer*. C'est là qu'apparut une radicalisation politique qui continuerait à s'intensifier les années suivantes, en réaction notamment à diverses provocations et maladresses du gouvernement belge. En particulier, le refus du gouvernement de maintenir la néerlandisation de l'Université de Gand réalisée sous l'Occupation allemande provoqua l'indignation, même de ceux qui n'avaient pas collaboré avec les Allemands.

Lorsque le gouvernement ordonna de briser les modestes pierres tombales que les soldats flamands avaient fait ériger avec leur propre argent pour leurs camarades tombés au front - le gravier devant servir au revêtement des routes -, la colère fut générale. Les anciens combattants se dirigèrent en masse vers la vallée de l'*Yzer* pour honorer leurs morts et exiger une réparation symbolique. Depuis lors, le «pèlerinage» sera renouvelé tous les ans. En 1930, une tour imposante fut édiflée sur l'ancien champ de bataille près de Diksmuide. A son sommet, elle portait la devise qui avait été inscrite sur les pierres tombales détruites: «Tout pour la Flandre, la Flandre pour le Christ». Ce n'était pas une devise religieuse ou catholique au sens étroit, mais un adage du Mouvement flamand du XIX<sup>e</sup> siècle qui en appelait à l'attachement au peuple et à la fidélité aux valeurs morales.

A partir de ce moment-là, un «pèlerinage» rassemblera chaque année, sur le terrain qui entoure le monument, des dizaines de milliers de personnes devant des orateurs charismatiques connus qui appelleront à la lutte flamande. Le pèlerinage de l'*Yzer* sera la manifestation la plus importante et la plus spectaculaire de la conscience nationale flamande pendant l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui encore, il a lieu tous les ans en été.

Dans les deux décennies qui suivirent la première guerre mondiale, le Mouvement flamand continuera à suivre l'orientation politique. Alors que les grands partis rejoignaient le mouvement socioculturel d'avant-guerre et considéraient la législation linguistique comme étant la meilleure façon de faire basculer la Flandre du bilinguisme au monolinguisme néerlandais, apparurent divers groupements que ces lois ne satisfaisaient pas et qui exigeaient l'autonomie flamande ainsi qu'une réforme de l'État dans un sens fédéraliste. Ces milieux manifestèrent beaucoup d'intérêt et de sympathie pour des mouvements similaires qui existaient dans d'autres pays, notamment pour le nationalisme irlandais. Certains nationalistes espéraient la disparition de la Belgique et rêvaient d'une fusion de la Flandre et des Pays-Bas dans un État grand-néerlandais.

En 1919 fut fondé le *Frontpartij* (Parti du front) qui regroupait surtout des anciens combattants autour d'un programme pacifique, démocratique et plutôt de «gauche». Il



Les dirigeants du «Frontbeweging»; de gauche à droite: Filip de Pillecyn (1891-1962), Adiel Debeuckelaere (1888-1979), Frans Daels (1882-1974), Hendrik Borginon (1890-1985) et Victor Vangramberen (1885-1970), 1917, «Archief en Documentatiecentrum voor het Vlaams-Nationalisme - IJzerbedevaartarchieff», Anvers.

plaidait pour une «paix de Dieu» qui rassemblerait croyants et libres-penseurs dans des actions militantes pour la poursuite de l'émancipation flamande. Cette formation n'était pas organisée de façon rigide, était faible du point de vue parlementaire, mais gagna la sympathie d'une partie de la jeunesse intellectuelle.

Dans les années 30, diverses fractions régionales qui soutenaient les idées des combattants - et des activistes - se regroupèrent. En 1931, Joris van Severen (1894-1940), officier et ancien combattant, intellectuel patricien, qui sympathisait avec le nationalisme français de Charles Maurras, fonda le *Verbond van Dietse Nationaalsolidaristen* (*Verdinaso* - Ligue des solidaristes nationaux thiois). Il s'agissait d'une association modeste en nombre, mais fortement motivée du point de vue idéologique et organisée sur un modèle paramilitaire. Au début, la Ligue adopta un langage farouchement anti-belge et anti-parlementaire. Plus tard, elle changera de cap et militera pour une sorte de Benelux avant la lettre, ce qui lui gagnera les faveurs d'un certain nombre de francophones.

En 1933, l'année où Hitler accéda au pouvoir, fut fondé le *Vlaams Nationaal Verbond* (VNV - Ligue nationale flamande). Cette ligue regroupait des fractions nationalistes de tendance petite-bourgeoise effrayées par le style élitiste et fascistoïde des solidaristes nationaux. Le VNV était lui aussi dirigé de façon autoritaire, mais il ne formait pas un ensemble clos. A côté d'une aile anglophile et démocratique, il existait un groupe pro-allemand soutenu par le dirigeant de la Ligue, l'instituteur Staf de Clercq (1884-1942).

Lors de l'invasion allemande en mai 1940, Joris van Severen - qui, juste avant la guerre, était pourtant devenu persona grata et était reçu dans les cercles belges du High Life - fut

arrêté sur l'ordre de la Sûreté nationale. Déporté en France, il fut abattu sans autre forme de procès à Abbeville avec d'autres personnes arrêtées. Après sa mort, le *Verdinaso* tomba dans un coma dont il ne sortira jamais plus.

Après la capitulation de l'armée belge, le *Vlaams Nationaal Verbond* opta pour la collaboration avec l'occupant allemand. L'aile nationaliste radicale se prononça ouvertement pour le national-socialisme. Les démocrates bourgeois se firent nommer à la tête de l'administration du pays. La direction des ministères clés de l'Intérieur et des Affaires économiques tomba également aux mains de membres du VNV.

Le VNV espérait se faire reconnaître par le gouvernement allemand comme parti unique en Flandre et seul interlocuteur de Berlin. Afin de gagner les faveurs de l'occupant, il se mit inconditionnellement au service du gouvernement nazi. Après l'invasion de la Russie, il recruta à grande échelle des soldats flamands pour le front de l'Est. Il trouva cependant un concurrent redoutable dans une nouvelle organisation, la *Vlaams-Duitse Arbeidsgemeenschap* (*DeVlag* - Communauté de travail germano-flamande). Avant la guerre, cette organisation avait milité pour d'étroites relations culturelles avec l'Allemagne. Pendant l'Occupation, elle se transforma en un groupement politique sous la direction de l'ancien professeur Jef Vandewiele (1903-1979). Avec l'aide des SS et du parti nazi, elle jura une fidélité inconditionnelle à Hitler et au national-socialisme et se prononça pour l'intégration de la Flandre, en tant que «Reichsgau», à l'empire grand-allemand.

C'est ainsi que le nationalisme flamand éclata une nouvelle fois en fractions antagonistes. Une partie de la famille nationaliste refusa une seconde aventure activiste et se renferma dans un attentisme passif. Un petit groupe d'intellectuels nationalistes resta fidèle à la pensée grand-néerlandaise et fut actif dans la résistance clandestine contre l'occupant. De nombreux autres se lancèrent, sur les traces du *Vlaams Nationaal Verbond*, dans une collaboration qui, au fur et à mesure qu'avancait la guerre et que diminuaient les chances allemandes de remporter la victoire finale, les déchirait et les traumatisait, notamment parce qu'ils prenaient conscience qu'ils étaient en train de sacrifier les intérêts de la Flandre à ceux de l'Allemagne.

Le groupe qui entourait Vandewiele sombra dans un national-socialisme fanatique dont il reprit aussi l'idéologie raciste extrémiste et l'antisémitisme. Ces nazis effrénés se passionnaient pour un mythique empire grand-germanique et considéraient le Mouvement flamand traditionnel comme un résidu de la société bourgeoise et chrétienne pour lequel il n'y avait plus de place dans l'Europe de l'Ordre Nouveau. Pour eux, la Belgique était une notion morte. Ils ne manifestaient aucun intérêt pour leurs compatriotes et compagnons d'esprit francophones qui, sous la direction de Léon Degrelle, défendaient l'idée d'une Wallonie «germanique».

Après la Libération en septembre 1944, le milieu nationaliste ressentit le contrecoup de sa collaboration. Ses dirigeants furent arrêtés et lourdement condamnés. Certains - mais pas Vandewiele - furent exécutés. Des dizaines de milliers d'adeptes se virent infliger des peines de prison, furent congédiés de leur emploi ou destitués de leur fonction. L'aile radicale du Mouvement flamand était hors de combat. La tour de l'*Yzer*, symbole et icône du



*Hugo Schiltz (°1927).*

Mouvement, fut dynamitée et entièrement détruite par des inconnus - probablement des militaires belges -. Les auteurs ne furent jamais retrouvés.

Pendant dix ans, la famille nationaliste resta à l'écart du Parlement. Puis, en avril 1954, l'électorat d'Anvers envoya à nouveau à la Chambre un nationaliste quasiment sans appuis. Néanmoins, le Mouvement flamand n'était pas mort. En 1950, le dénouement de la question royale par l'abdication de Léopold III choqua toute la Flandre. Lors d'un référendum, le roi avait été soutenu par 72 % de l'électorat flamand et désavoué par 57 % de l'électorat wallon. Le fait qu'une minorité wallonne ait pu imposer sa volonté donnait l'impression que l'État unitaire belge ne pouvait pas, ou ne voulait pas, suivre les règles démocratiques. La majorité flamande se sentait mise en échec par la Wallonie. De nombreux Flamands en conclurent que l'État unitaire devait être remplacé par un régime fédéral dans lequel la Flandre disposerait du droit d'autodétermination et d'une grande part d'autonomie.

Le Mouvement flamand d'après-guerre enchaîna sur ce courant de pensée. Il donna priorité à une réforme fédéraliste de l'État qui proposait notamment la scission de certains organismes publics. De plus, une mutation était en cours dans les grands partis. Là aussi, des idées d'autonomie commençaient à poindre. La tour de l'*Yzer* fut reconstruite avec le soutien d'hommes politiques chrétiens-démocrates. Et le pèlerinage annuel de l'*Yzer* reprit. Le milieu nationaliste se reconstitua peu à peu. En novembre 1954, un parti fut fondé, la *Volksunie*, qui se prononçait pour une Flandre démocratique dans une Belgique fédérale. Sous la direction de Frans van der Elst (°1920), avocat bruxellois modéré qui deviendra

plus tard ministre d'État, la *Volksunie* devint rapidement un parti de taille moyenne. Cependant, à côté de démocrates convaincus, elle hébergeait aussi d'anciens collaborateurs qui se sentaient victimes de la législation de répression et de juges iniques. Ils exigeaient l'amnistie et professaient, outre une aversion décidée pour la Belgique, des idées radicales de droite.

Lorsqu'en 1977, sous l'influence de ses éléments modérés que dirigeait l'avocat anversois Hugo Schiltz (°1927), la *Volksunie* entra au gouvernement pour faire progresser la fédéralisation, le parti vola en éclats. Des dissidents anti-belges fondèrent le *Vlaams Blok* sous la direction de l'employé de bureau autodidacte Karel Dillen (°1925), partisan de la Révolution conservatrice et de la Nouvelle Droite apparue en France. Dillen était le seul député du *Blok*. Le parti stagna pendant une décennie. En 1987, Dillen laissa la place à deux jeunes députés, l'avocat Gerolf Annemans (°1958) et l'ancien journaliste Filip Dewinter (°1962). Ce dernier gagna rapidement en influence et en popularité. Il détourna le parti de son cours nationaliste traditionnel et régla sa propagande sur l'inquiétude sociale dans les villes, en particulier sur le malaise autour de l'immigration. Il fit accepter un programme radical qui prévoyait notamment une politique de renvois des étrangers non européens. Grâce à ce programme populiste, le *Vlaams Blok* remporta un grand succès auprès d'un certain public populaire, surtout dans les banlieues délabrées, peuplées par une majorité d'allochtones. En 1991, l'électorat envoya au Parlement douze députés d'extrême droite. En 1994, le *Blok* était le plus grand parti à Anvers. Au niveau communal, les autres partis furent obligés de faire front pour tenir les «fascistes» à l'écart du conseil municipal. Aux élections parlementaires du 21 mai 1995, le *Blok* renforça encore ses positions, bien que le roi, les évêques et des chefs d'entreprise autorisés eussent mis en garde pendant la campagne électorale contre une victoire des radicaux de droite.

Les progrès du *Blok* - qui nulle part n'eut la possibilité d'accéder au pouvoir - affaiblirent la *Volksunie* qui, au cours des années 80, avait pris une voie écologiste de gauche. Suite à cette réorientation, certains membres, comme l'ancien président du parti, Jaak Gabriëls (°1943), étaient passés à d'autres partis, en particulier aux libéraux. En 1995, le nationalisme démocratique était réduit à une petite fraction, tant au Parlement fédéral qu'au Conseil de la Communauté flamande.

## Conclusion

Le nationalisme flamand n'est pas un mouvement solidement organisé et clos. Il présente un éventail de nuances, allant du *Vlaams Blok* anti-belge, radical de droite, républicain et séparatiste, aux fédéralistes de tendance sociale-démocrate, en passant par l'aile droite modérée et traditionnellement nationaliste de la *Volksunie*.

Le Mouvement flamand naquit sous la forme d'une protestation socioculturelle et s'est développé en un courant politique luttant pour un maximum d'autonomie flamande. Cette tentative se situe - sauf pour les séparatistes - à l'intérieur d'un État belge qui a été réformé



en 1993 en une fédération de régions et de communautés, dans le cadre d'une Union européenne dont on espère qu'elle donnera plus de pouvoirs aux régions. Il a toujours été un mouvement non violent, enraciné dans la démocratie parlementaire. A cet égard, il n'est pas comparable aux mouvements ethno-nationalistes ou fondamentalistes qui se rencontrent dans d'autres pays d'Europe. Au départ, le Mouvement flamand était exclusivement dirigé contre la politique de francisation des gouvernements belges. Il reste toujours opposé à l'attitude francophile d'une certaine bourgeoisie flamande francisée en déclin et à l'expansionnisme francisant de Bruxelles. Il n'est pas impérialiste. La Flandre n'a jamais exigé de droits linguistiques pour les travailleurs et les paysans flamands qui émigraient en Wallonie. Il y a eu des contacts répétés entre les partisans flamands et wallons d'une fédéralisation belge.

Toutefois, on a pu remarquer ces dernières années une nouvelle divergence entre la Flandre et la Wallonie. Du côté flamand, et pas seulement chez les nationalistes, se développe une tendance à interpréter l'autonomie de façon aussi large que possible. On ne désire garder fédérales que la politique étrangère, la défense et la monnaie. Le partage entre les deux États fédérés des fonds publics pour la Sécurité sociale est l'objet de critiques de plus en plus nombreuses. Les hommes politiques flamands affirment que le partage désavantage leur communauté. Du côté wallon, on avertit qu'une scission ou une régionalisation du système social signifierait la fin de l'État belge. Cette problématique se caractérise par des difficultés de communication entre Flamands et Wallons et contribue non seulement à un durcissement du nationalisme flamand, mais aussi à un ébranlement du consensus fédéral sur lequel est construite la Belgique.

Le Parlement accepta en 1990 une loi transitoire sur le partage des fonds publics entre la Flandre et la Wallonie. Cette loi de financement devra être revue en 1999, ce qui risque de provoquer une crise dans les relations belges. D'ores et déjà, tous les partis politiques se préparent à une éventuelle confrontation.

MANU RUYS

*Ancien rédacteur en chef du quotidien flamand «De Standaard».*

Adresse: Londenstraat 2 (Zeedijk), B-8380 Zeebrugge.

*Traduit du néerlandais par Évelyne Codazzi.*